



pamoja Guine-Bissau

Pamoja Guine Bissau,
Sede Social Bissau, Av. Timor Leste antula
Bissau, Guiné-Bissau
Tel: 00 245 594 75 99 /6107870 / 00 245 5339555.
Email:pamojagb@gmail.com / manoanexju@hotmail.com
Web-site: www.pamoja-west-africa.org/francais/npgbisfr.html

RAPPORT DE PAMOJA GUINEE-BISSAU

L'ACTIVITE DE COLLECTE DE DONNEES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE PLAIDOYER EN ALPHABETISATION, EDUCATION DES ADULTES EN AFRIQUE DE L'OUEST.



Bissau, Mars 2015

Introduction

La Guinée-Bissau s'est engagée dans la voie de l'éducation pour tous; des travaux d'analyse initiés en 2008 indiquent qu'il sera possible que tous les enfants du pays puissent bénéficier d'une scolarité primaire complète de six ans en 2020, et pour la majorité d'entre eux de fréquenter l'enseignement secondaire du premier cycle. Aujourd'hui, moins d'un enfant sur deux termine sa scolarité primaire, et d'importantes inégalités entre ruraux et urbains, riches et pauvres, filles et garçons, caractérisent cet exercice effectif du droit à l'éducation.

Les travaux préparatoires de RESEN et le modèle de simulation indiquaient que l'universalisation de la scolarité primaire en Guinée Bissau suppose le suivant:

- . Que l'éducation reçoive progressivement une part accrue du budget de l'Etat, et cette part devrait atteindre les 17% du budget National jusqu' à la fin de la période;

- . Que le Ministère de l'éducation définisse et gère des programmes opérationnels austères, qui vont se succéder tout le long du temps à propos d'un même objectif; et

- . Que le secteur bénéficie d'appuis externes réguliers et prévisibles, tous articulés aux programmes d'actions du Ministère, pour couvrir les nécessités d'investissements et de renforcement des compétences.

Le plan d'actions triennal intégré dans le programme énonce toutes les activités que le Ministère a décidé d'initier entre la fin des années 2010 à 2013 pour la mise en œuvre de sa nouvelle politique.

Cet ouvrage puise son sens dans les rapports qu'il entretient avec :

- . La Charte de politique sectorielle, un texte d'orientation politique formellement approuvée par le Gouvernement. Le plan d'actions est un ouvrage qui vise à donner un contenu opérationnel et calculé à cette chartre politique sectorielle;

- . Ces ouvrages opérationnels (programmes annuels d'activités, ces tableaux d'indicateurs de suivi, ces manuels de procédure, ces plans de concession de marchés) à élaborer à la mesure où les financements externes seront obtenus, mais selon le constat et dû à l'instabilité politique et militaire du 12 Avril 2012 ont vu leur processus interrompu.

Le plan d'actions triennal est l'ouvrage central de la politique sectorielle. Approuvé par le Gouvernement, il a été présenté à l'approbation de ses partenaires techniques et financiers (PTF) . Par le biais de cette approbation, les PTF déclarent qu'ils l'estiment raisonnable et crédible, et correctement orienté vers l'objectif de l'éducation pour tous, et qu'ils s'engagent à l'appuyer, autrement dit, qu'ils n'inscrivent leur collaboration que dans ce cadre.

Contexte historique et politique

La Guinée-Bissau est un pays lusophone d'une superficie modeste de 36.125km situé à la Côte de l'Afrique de l'Ouest.

La population est estimée à un peu plus d'un million et demie d habitants en 2009 en accord avec les résultats du RGPH.

La Guinée-Bissau est confrontée à d'importants défis dans le secteur éducatif liés à une pression démographique et les caractéristiques de sa population ruralité pauvreté, etc, les moyens mobilisés à les affronter dépendent de l'environnement macro-économique du pays, des possibilités budgétaires publiques ainsi que de la capacité du pays à faire appel aux ressources externes.

Contexte macro-économique et démographique

Une forte pression démographique : la population du pays estimée à 1.548,000 habitants s'accroît presque au rythme des 3% par an. 66% de sa population jouit d'un pouvoir d'achat de moins de 2 dollars américains par jour, ce qui montre la pauvreté dans laquelle le pays est plongé. La majorité de la population vit en zone rurale 63%. Le gros du nombre de jeunes en âge scolaire (7-17 ans) représente 28% de la population et ceux en âge de fréquenter l'enseignement de base (7-12 ans) représente 18% de la population. Au rythme de l'accroissement démographique actuel, la population de 7-12 ans va s'accroître de 32% d'ici à 2015. Cependant, ils sont près de 400.000 enfants qui auront besoin d'être scolarisés dans l'enseignement de base en 2020 contre 270.000 en 2006.

.Un progrès économique très faible par rapport à la forte pression sociale liée à la démographie : encore que le PIB ait progressé légèrement en valeur nominale de 5% entre 1997 et 2007,

généralement il a baissé de 14%, en passant de 200 à 172 milliards de Francs CFA. L'accroissement démographique étant aussi forte, ceci se traduit par un appauvrissement de la population étant donné que le PIB/habitant en francs constants de 2007 est passé de 156.000 Francs CFA en 1997 à 101.000 Francs CFA en 2007. Depuis 2003, l'accroissement réel est régulièrement positif mais particulièrement faible (inférieur à 3% en moyenne) ce qui ne permet pas de dépasser l'accroissement de la population, ce qui se traduit par une stagnation du PIB/habitant à environ 100.000 Francs CFA. Par rapport aux finances publiques, l'Etat guinéen accuse en 2007 un déficit budgétaire relativement significatif étant donné que celui-ci se situe à 26% du PIB en plus de l'aide externe et dont 10% du PIB avec l'aide externe. L'Etat a augmenté le volume de ses dépenses courantes y compris celui de la dette (en Francs en 2007) per capita de 66% entre 1997 et 2007.

Un volume des dépenses publiques de l'éducation qui n'a fait que doubler entre 1997 et 2007 mais continue cependant à être faible comparativement au constat dans d'autres pays et par rapport au tableau indicateur de l'initiative fast-track: le volume des dépenses pour l'éducation a augmenté. La dépense totale par jeune de 7 à 12 ans est passé en Francs en 2007, à environ 9.900 Francs en 1997 et près de 17.100 Francs CFA soit presque le double des dépenses par jeune de 7 à 12 ans. Cependant, la part des dépenses courantes attribuées à l'éducation reste encore faible alors que celle-ci est comprise entre 9 et 12% entre 2003 et 2007 étant donné qu'elle était de 10% en 1997, bien loin du tableau indicateur de l'initiative fast-track qui recommande 20% et les pays africains à richesse comparable (de 14% pour la RCA et 28% pour Madagascar).

1.3 Le système éducatif

Le système éducatif guinéen présente certaines caractéristiques qui influent sur son développement : Une croissance continue des effectifs scolarisés: les effectifs scolarisés augmentent à un rythme aussi rapide. La croissance annuelle moyenne des effectifs entre 1999/2000 et 2005/2006 est de 17% au préscolaire, 10% dans l'enseignement de base et, 11% dans l'enseignement secondaire, Les écoles communautaires et les écoles coraniques se sont développées considérablement dans l'enseignement de base pendant cette période, alors que la part des effectifs scolarisés dans ce type d'école est passée de 4% à 15%.

L'accès à l'enseignement de base n'est pas encore universel et moins d'un enfant sur deux termine ce cycle d'enseignement:

Environ trois quarts des enfants guinéens parviennent à fréquenter l'école en un jour et moins d'un sur deux termine l'enseignement de base. Le maintien en cours de ce cycle est mauvais, étant donné que des 100 enfants qui entrent en première année, seuls 40 atteignent la sixième année.

Cette forte déperdition est remarquée surtout pendant les quatre premières années d'enseignement. Plusieurs raisons sont évoquées par rapport à l'inaccessibilité à l'école et sur cette déperdition au cours du cycle. Au niveau de l'offre scolaire, 21% des enfants du pays âgés de 7 et 14 ans vivent à une distance de plus de 30 minutes de l'école la plus proche et beaucoup d'écoles n'offrent pas de continuité éducative dans l'ensemble du cycle de l'enseignement de base.

Au niveau des points en discussion, les principaux obstacles présentés sont le travail de l'enfant et le mariage précoce.

Il est important de préciser que à ce niveau une grande proportion d'enfants tardent à entrer à l'école. Selon les données du GIPASE, 70% des enfants de première année étaient âgés de 10 ans ou plus en 2005/2006, ce qui explique qu'ils sont en âge de travailler ou de se marier quand ils atteignent la 3^e ou 4^e année.

L'enseignement de base et l'enseignement secondaire général (1^{er} cycle) sont caractérisés par des taux de redoublement de classe encore trop élevés et de plusieurs démissions: la proportion de redoublement de classe chez les élèves dans l'enseignement de base est encore élevée (18,7 %) en 2005/ 2006 encore qu'elle a baissé légèrement depuis 1997/98 (22,8 %). Au niveau de l'enseignement secondaire général les redoublements de classe, même étant encore élevés, ont baissé en passant de (20,0%) en 1997/98 à (13,5 %). Le coefficient d'efficacité interne de l'enseignement de base est de 54% ce qui signifie que 40% des ressources affectées à ce cycle d'enseignement servent à financer des redoublements de classe et les années de scolarité des élèves qui ont démissionné avant le terme du cycle.

L'enseignement de base ne remplit pas son rôle d'alphabétiser continuellement ceux qui ont terminé ce cycle d'enseignement: seuls 65% des femmes âgées de 22 à 44 ans sont continuellement alphabétisées après 6 années de scolarité. Le système éducatif guinéen alphabétise continuellement sa population féminine quand celle-ci fréquente au moins 10 années d'études ce qui traduit un problème de qualité des apprentissages qu'il convient de corriger à partir de l'enseignement de base.

Le type, la zone de résidence (urbaine, rurale) et le niveau de vie a des impacts considérables sur la scolarisation: si les proportions des filles et des garçons sont identiques au niveau de l'enseignement de base élémentaire (dans les quatre premières années) ce qui n'est plus le cas pour les autres niveaux d'enseignement. En effet, à partir de l'enseignement de base complémentaire (5^e et 6^e années) et, jusqu' à l'enseignement supérieur le taux des filles est seulement de (40%). Les enfants venant du milieu urbain ont une probabilité de 86% d'accéder un jour à l'école contre 65% des venants du milieu rural. Ces inégalités s'accroissent quand on atteint les niveaux alors que les venants du milieu urbain ont quatre fois plus de possibilité à terminer l'enseignement de base et 5 à 6 fois plus de possibilité à accéder à l'enseignement secondaire que ceux du milieu rural. Les enfants venant de familles plus aisées ont 90% de possibilité d'accéder à l'école pendant que les venants de familles plus pauvres ont seulement 65%. Ces disparités se manifestent davantage aussi quand on atteint les niveaux d'enseignement. A cet effet, les enfants aisés ont cinq fois plus de chances de terminer l'enseignement de base et 8 fois plus de chances d'accéder à l'enseignement secondaire que ceux des familles plus pauvres.

De fortes disparités régionales notamment entre le Secteur Autonome de Bissau et les autres régions du pays : au niveau de l'enseignement de base, 60% des enfants du Secteur Autonome de Bissau terminent le cycle contre moins de 20% pour le reste du pays. Les différences sont importantes aussi pour les autres cycles d'enseignement. Les disparités entre régions concernent aussi la scolarisation des filles. Ainsi, les régions d'Oio et de Cacheu scolarisent moins de 45% des filles dans l'enseignement de base. Au niveau de l'enseignement secondaire, les différences sont plus visibles notamment dans les régions de Oio, Quinara et de Tombali où les garçons sont trois fois plus nombreux que les filles.

D'après les travaux que le Réseau National des Associations Pratiquantes et sympathisantes de Reflect/alphabétisation des jeunes et adultes, dénommé PAMOJA/G-B qui a été créé en 2006 et légalisé sous acte de constitution de société PAMOJA / Guinée Bissau, il est délivré le 27 Mai 2006 et légalisé en Mars 2008, Pages 48 à 57 V Registre N°05/2007. Il y a à l'étude de notaire du Ministère de la Justice de la République de Guinée-Bissau, en ce jour dans le pays, un manque de stratégies ou de politique nationale et de législation devant orienter le secteur d'alphabétisation et d'éducation informelle, un budget adéquat destiné au secteur d'alphabétisation en général; un contrôle, une rémunération, une formation et une accréditation des facilitateurs d'alphabétisation des jeunes et adultes et un système de gestion de l'information des données générales d'alphabétisation et d'éducation informelle en Guinée-Bissau représentent les piliers extrêmes à la création de barrières de l'organisation continue du secteur, des données sur la coopération entre les secteurs SC , SP, PTF et le Gouvernement et de même en Guinée-Bissau, il n'existe pas de coordination, de suivi, d'évaluation des activités et de stratégies d'intervention et d'autre part, il n'y a pas de synergie entre les organisations de la Société Civile, du secteur privé, les partenaires techniques et financiers et le Gouvernement en particulier.

Institutions visitées dans le cadre de la collecte des données et des informations

- 1.DGAENF – Direction Générale de l'alphabétisation et de l'éducation informelle
- 2-MNSC – Mouvement National de la Société Civile
- 3.INDE – Institut National pour le Développement de l'éducation
- 4.GIPASE – Cabinet d'études et d'évaluation du Système Educatif en Guinée-Bissau.
- 5.ONG TOSTAN
6. ONG ALTERNAG
- 7.ONG DIVUTEC
- 8.UNICEF – Fonds des Nations Unies pour L'Education et L'Enfance

D'après les études, ce sont les programmes d'alphabétisation existants en Guinée-Bissau.

Méthode de présence

Méthode ALFA TV

REFLECT/ALPHABETISATION

Il y a d importantes informations recueillies et que la mise en œuvre do programme d'alphabétisation en Guinée-Bissau de manière continue devrait prendre en compte l'admission de tous les enfants ayant atteint l'âge d'entrée dans le système scolaire parce qu'ils n'auront pas de nouveaux analphabètes au fil du temps.

Il existe des données sur nombre de centres d'alphabétisation et d'éducation informelle dû au manque de données statistiques nationales.

Des données sur le budget général employé annuellement dans le secteur de l'éducation n'existent pas.

Des données sur l'alphabétisation des jeunes femmes.

L'un des buts d'un Monde propre aux enfants est celui d'assurer l'alphabétisation des adultes et des femmes particulièrement. L'alphabétisation des adultes constitue également un indicateur des ODM, en rapport avec les hommes comme les femmes. Mais, avec les études IDSR-MICS, aucun questionnaire n'a été appliqué pour les hommes, et les résultats de nos études ne sont fondés que sur les femmes âgées de (15 à 24 ans). L'alphabétisation a été évaluée en se fondant sur leur capacité de lire un petit passage de texte simple (LES PLUIES TARDENT CETTE ANNEE) ou sur la fréquence scolaire.

Le tableau ED.1 nous montre de manière détaillée, les informations sur le niveau d'alphabétisation entre les jeunes femmes âgées de (15 à 24 ans). En Guinée-Bissau 40% des femmes âgées de (15 à 24 ans) sont alphabétisées. Ce taux est supérieur dans le milieu urbain 16%. C'est dans le SAB que l'on découvre le grand pourcentage de femmes alphabétisées 68% et c'est dans la province Est où l'on voit le moindre pourcentage de femmes alphabétisées 22%, cependant, c'est dans les régions de Oio 13% et de Tombali 19%, où l'on vérifie les plus faibles taux d'alphabétisation. Par rapport aux deux groupes d'âges (15-19, 20-24 ans), il n'existe aucune différence entre les alphabétisées 40% pour tous les deux groupes.

On découvre une grande disparité par rapport aux Quintis de Bien-Être Economique, les jeunes femmes de familles plus riches sont six fois plus alphabétisées 73% que les jeunes femmes des familles plus pauvres 12%.

TABLEAU ED.1:
ALPHABETISATION DES JEUNES FEMMES
Pourcentage des femmes alphabétisées de 15-24 ans, GUINÉE-BISSAU, 2010

	Alphabétisées [1]	Indéfini	Nombre de femmes de 15-24 ans
Total	39,8	,5	8371
Milieu			
Urbain	63,2	,6	4268
Rural	15,6	,3	4104
Province			
SAB	67,7	,8	2838
Est	21,9	,2	2013
Nord	27,5	,5	2512
Sud	28,0	,2	1008
Région			
Tombali	19,3	,0	478
Quinara	34,0	,1	373
Oio	13,0	,4	1042
Biombo	37,7	,5	507
Bolama/Bijagós	40,4	,9	157
Bafatá	20,5	,2	1166
Gabú	23,9	,1	847
Cacheu	37,9	,7	963
SAB	67,7	,8	2838
Niveau d'instruction de la femme			
Aucun	,0	1,1	2685
Primaire	34,7	,4	3600
Secondaire et plus	100,0	,0	2086
Âge			
15-19	39,8	,5	4601
20-24	39,9	,4	3770
Quintis de Bien-Être			
Economique			
Plus pauvre	11,5	,6	1512
Second	19,0	,1	1469
Moyen	28,3	,0	1650
Quatrième	56,2	,8	1906
Plus riche	73,3	,9	1834

[1] Indicateur MICS 7.1; Indicateur ODM 2.3

**L'équipe de collecte de données en Guinée-Bissau dans le cadre de la mise en œuvre du projet de plaidoyer en
Alphabétisation, Education des Adultes en Afrique de l'ouest.**

Nom	Organisation	Fusion	Contact	Email
Pedro Gomes	Pamoja Guinée-Bissau	Président	00245 5339555 - 00245 6107870	pamojagb@gmail.com / anexju@gmail.com
Bubacar Baldé	DGAEnF	technicien	00245 5349463	b.bubacar@yahoo.fr
José Ailton dos Santos Mendes	INDE	technicien	00245 5382455	Ailtondossantosmendes14@outlook.com
Ayax C. Torres	PROCIVICUS GB / OSC	Responsable de suivi et d'évaluation	00245 531 96 22	actorresll@gmail.com
Maïmuna Bari	Radio Nationale et ULG	Journaliste		Galibari@hotmail.com

1. Pamoja GB- Réseau national des pratiquants et des sympathisants de REFLECT
2. Direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation informelle
3. Institut national de recherche sur l'éducation
4. Programme de renforcement des capacités des organisations de la société civile en Guinée-Bissau
5. Radio Diffusion Nationale et Etudiante de l'Université Lusophone de la Guinée-Bissau.

Conclusion : L'alphabétisation constitue l'une des composantes importantes, d'après le défi de la Guinée-Bissau et pour son éradication prévue pour l'année 2020, ce qui ne saurait aboutir au cas où on n'a pas priorisé la promotion d'un espace de concertation entre les intervenants face à l'élaboration d'instruments d'orientation du secteur, en d'autres termes, la définition de stratégies, et la multiplication de modalités d'actions d'alphabétisation. Les coûts unitaires destinés à l'alphabétisation devraient être augmentés considérablement pendant la période pouvant servir aussi au renforcement des compétences des structures en charge de l'alphabétisation en prévenant l'assistance technique en vue d'appuyer la planification et la définition d'une Charte politique et des stratégies d'alphabétisation nationale ainsi que la mise en œuvre de nouvelles pratiques pédagogiques.

Dynamiser le processus d'introduction de la technologie d'information et de communication qui est la nouvelle méthode introduite dans le système d'éducation pour constituer son efficacité dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement dans toute sa totalité.

On a reconnu la nouvelle vision du Ministère de l'éducation Nationale à faciliter la création d'un programme au sein de son système de technologie d'information et de communication pour soutenir différentes institutions et des programmes étant sous sa tutelle, en installant un appareil vidéo conférence, une salle d'ordinateurs pour les cours d'alphabétisation à distance programme SANKORÉ financé par l'ambassade de l'Inde en Guinée-Bissau, installé dans les locaux de INDE. Par ces matières, le Ministère de l'éducation Nationale a montré son engagement à miser sur les nouvelles innovations des technologies. Le programme TIC en cours de coordination par Monsieur José Ailton dos Santos Mendes à INDE, et la Direction Générale de l'alphabétisation sont en train d'utiliser la méthode cubaine comme ALFA TV en partenariat avec quelques institutions de la société civile à travers le financement du Gouvernement du Japon.

Bissau, Mars 20015

Pedro Gomes

Président de pamoja Guinée-Bissau et

Coordinateur du projet de plaidoyer en Alphabétisation, Education des Adultes en Guinée-Bissau